

charges ou les documents en tenant lieu, à choisir le mode de passation du marché, à entamer la procédure et à passer le marché de travaux, de fournitures et de services pour les besoins du Service et dans la limite des crédits ouverts à concurrence de :

- 10 millions de francs pour les marchés faisant l'objet d'une adjudication publique ou d'un appel d'offres général;
- 5 millions de francs pour les marchés faisant l'objet d'une adjudication restreinte ou d'un appel d'offres restreint;
- 1,250 million de francs pour les marchés attribués de gré à gré.

Art. 2. Les délégations précédentes ne sont valables que dans la mesure où, les Ministres ont autorisé le projet de dépense, soit par l'approbation d'un plan d'investissements comprenant cet objet, soit par une décision particulière relative à cet objet, notamment si le plan n'est pas encore approuvé. Cette autorisation n'est pas requise lorsque l'estimation des dépenses ne dépasse pas 1,250 million de francs et s'il s'agit d'une dépense pour les besoins habituels du Service (dépenses courantes).

Bruxelles, le 5 octobre 1987.

Le Ministre de l'Éducation nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Éducation nationale,
A. DUQUESNE

van de Nationale Dienst voor Congressen gemachtigd om het bestek of de als zodanig geldende bescheiden vast te stellen, de wijze te kiezen waarop de opdracht wordt gegund, de procedure in te zetten en de opdracht te gunnen voor aanneming van werken, leveringen en diensten voor de behoeften van de Dienst en binnen de perken der kredieten tot beloop van :

- 10 miljoen frank voor de opdrachten die volgens de procedure van de openbare aanbesteding of de algemene offerteaanvraag worden gegund;
- 5 miljoen frank voor de opdrachten die volgens de procedure van de beperkte aanbesteding of van de beperkte offerteaanvraag worden gegund;
- 1,250 miljoen frank voor de opdrachten die onderhands worden gegund.

Art. 2. De hogervermelde machtigingen gelden slechts voor zover de Ministers het voorwerp van de uitgaven hebben toegestaan, hetzij door een investeringsplan goed te keuren waarin dit voorwerp is begrepen, hetzij ingevolge een bijzondere beslissing betreffende dit voorwerp, inzonderheid indien het plan nog niet is goedgekeurd. Deze toelating van de Ministers is niet vereist wanneer de raming van de uitgaven 1,250 miljoen frank niet overtreft en wanneer het een uitgave voor gewone dienst betreft (lopende uitgaven).

Brussel, 5 oktober 1987.

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 87 — 2431

9 DECEMBRE 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 juillet 1986 relatif aux droits destinés à couvrir les frais résultant des expertises, examens et contrôles sanitaires de la viande de boucherie, de la viande de volaille et du poisson

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, notamment l'article 6, modifié par la loi du 13 juillet 1981;

Vu la loi du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier et modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, notamment l'article 6, modifié par les lois du 13 juillet 1981 et du 22 avril 1982;

Vu la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté royal du 4 juillet 1986 relatif aux droits destinés à couvrir les frais résultant des expertises, examens et contrôles sanitaires de la viande de boucherie, de la viande de volaille et du poisson;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 novembre 1987;

Vu l'avis de la Commission consultative;

Vu les lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer sans délai de façon plus efficace la perception des droits qui sont dus à l'Institut;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'État à la Santé publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. À l'article 1er, 3^o, a) du texte français de l'arrêté royal du 4 juillet 1986 relatif aux droits destinés à couvrir les frais résultant des expertises, examens et contrôles sanitaires de la viande de boucherie, de la viande de volaille et du poisson, les mots « la viande » sont remplacés par les mots « les viandes ».

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 87 — 2431

9 DECEMBER 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 juli 1986 betreffende de rechten bestemd om de kosten te dekken van de keuringen, gezondheidsonderzoeken en -controles van slachtvlees, vlees van gevogelte en vis

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1981;

Gelet op de wet van 15 april 1965 betreffende de keuring van en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild en tot wijziging van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1981 en 22 april 1982;

Gelet op de wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor veterinaire keuring, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juli 1986 betreffende de rechten bestemd om de kosten te dekken van de keuringen, gezondheidsonderzoeken en -controles van slachtvlees, vlees van gevogelte en vis;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting gegeven op 5 november 1987;

Gelet op het advies van de Raadgevende Commissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nodig is zonder verwijl de inning van de rechten die aan het Instituut verschuldigd zijn op een meer efficiënte wijze te verzekeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, 3^o, a) van de Franse tekst van het koninklijk besluit van 4 juli 1986 betreffende de rechten bestemd om de kosten te dekken van de keuringen, gezondheidsonderzoeken en -controles van slachtvlees, vlees van gevogelte en vis worden de woorden « la viande » vervangen door de woorden « les viandes ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1er, 3°, le montant de 61,25 F est remplacé par le montant de 30 F;

2° Au § 2, les mots « 50 F par 100 kg ou parties de 100 kg » sont remplacés par les mots « 0,50 F par kg ».

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. § 1er. Le montant des droits destinés à couvrir les frais de l'examen sanitaire des volailles avant l'abattage et de l'expertise après l'abattage est fixé à 290 F par visite du préposé de l'Institut augmenté de :

1° pour pigeons, cailles, pintades, poulets à rôtir, poules à bouillir légères et demi-gros jusqu'à 3 kg de poids vif : 0,25 F par animal;

2° pour poules à bouillir lourdes, canards et dindes jusqu'à 7 kg de poids vif : 1,70 F par animal;

3° pour dindes lourdes au-dessus de 7 kg de poids vif, oies et cygnes : 7,60 F par animal.

§ 2. Le montant des droits destinés à couvrir les frais résultant des contrôles sanitaires à l'importation des produits provenant de volailles, est fixé à 0,80 par kg. »

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1er. Le montant des droits destinés à couvrir les frais résultant de l'expertise lors de l'apport de poissons capturés en mer, est fixé à 0,19 F par kg. Toutefois, pour les clupéidés, ces droits sont réduits à un tiers.

§ 2. Le montant des droits destinés à couvrir les frais résultant des contrôles sanitaires effectués à l'importation des poissons ou des produits provenant de poissons, est fixé à 0,19 F par kg. Toutefois, pour les clupéidés, ces droits sont réduits à un tiers.

§ 3. Le montant des droits destinés à couvrir les frais résultant de l'examen sanitaire dans les parcs d'élevage de poissons est fixé à 0,19 F par kg. »

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Le montant des droits destinés à couvrir les frais résultant des contrôles sanitaires, effectués dans les entreprises de commerce de gros et de détail auxquelles les lois du 5 septembre 1952 et du 15 avril 1965 sont applicables, est fixé à 0,30 F par kg de produits.

Toutefois, pour les produits provenant de volailles, ces droits sont fixés à 0,80 F par kg. »

Art. 6. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Le montant des droits visés dans cet arrêté est adapté aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation du Royaume conformément à la formule suivante :

Le nouveau montant est égal au

$$\frac{\text{montant de base X nouvel indice des prix}}{\text{ancien indice des prix}}$$

multiplié par le pourcentage d'adaptation.

Le montant de base est le montant des droits prévus aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 de cet arrêté.

L'ancien indice des prix est l'indice des prix du mois d'octobre 1985.

Le nouvel indice des prix est l'indice des prix du mois de septembre de l'année où l'adaptation est appliquée.

Le pourcentage d'adaptation est le pourcentage moyen d'augmentation de l'indice des prix tel qu'il a été supposé par l'Administration du Budget pour l'année suivante.

Le nouveau montant obtenu par l'application de cette formule est arrondi, par le Ministre, après avis de la Commission consultative.

Le réajustement du montant des droits visés au présent article est réalisé chaque année au cours du mois de novembre. Les montants réajustés sont d'application à partir du 1er janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle le réajustement a été réalisé. »

Art. 7. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1er. Les droits visés aux articles 2, § 1er, 3, § 1er et 4, §§ 1er et 3 du présent arrêté sont dus par le propriétaire de l'animal au moment de la déclaration d'abattage ou de l'inscription des animaux dans le registre dont il est question à l'article 1er, 2° du présent arrêté.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, 3°, wordt het bedrag van 61,25 F vervangen door het bedrag van 30 F;

2° In § 2 worden de woorden « 50 F per 100 kg of gedeelten van 100 kg » vervangen door de woorden « 0,50 F per kg ».

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. § 1. Het bedrag van de rechten bestemd om de kosten te dekken van het gezondheidsonderzoek van gevogelte vóór de slachting en van de keuring na het slachten is per bezoek van de aangestelde van het Instituut vastgesteld op 290 F vermeerderd met :

1° voor duiven, kwartels, parelhoenders, braadkippen, lichte soepkippen en half-zware soepkippen tot 3 kg levend gewicht : 0,25 F per dier;

2° voor zware soepkippen, eenden en kalkoenen tot 7 kg levend gewicht : 1,70 F per dier;

3° voor zware kalkoenen boven 7 kg levend gewicht, ganzen en zwanen : 7,60 F per dier.

§ 2. Het bedrag van de rechten bestemd om de kosten te dekken van de gezondheidscontroles bij invoer van producten die afkomstig zijn van gevogelte is vastgesteld op 0,80 F per kg. »

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. § 1. Het bedrag van de rechten bestemd om de kosten te dekken van de keuring bij de aanvoer van de in zee gevangen vis is vastgesteld op 0,19 F per kg. Voor de haringachtigen evenwel worden deze rechten tot een derde verminderd.

§ 2. Het bedrag van de rechten bestemd om de kosten te dekken van de gezondheidscontroles uitgevoerd bij invoer van vis of van producten afkomstig van vis, is vastgesteld op 0,19 F per kg. Voor de haringachtigen evenwel worden deze rechten tot een derde verminderd.

§ 3. Het bedrag van de rechten bestemd om de kosten te dekken van het gezondheidsonderzoek in de viskwekerijen is vastgesteld op 0,19 F per kg. »

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. Het bedrag van de rechten bestemd om de kosten te dekken van de gezondheidscontroles uitgevoerd in de groot- en kleinhandelsbedrijven waarop de wetten van 5 september 1952 en 15 april 1965 van toepassing zijn, is vastgesteld op 0,30 F per kg product.

Voor de producten afkomstig van gevogelte evenwel zijn deze rechten vastgesteld op 0,80 F per kg. »

Art. 6. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. Het bedrag van de rechten bedoeld in dit besluit wordt aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk overeenkomstig de volgende formule :

Het nieuwe bedrag is gelijk aan

$$\frac{\text{basisbedrag X nieuw indexcijfer}}{\text{oud indexcijfer}}$$

vermenigvuldigd met het aanpassingspercentage.

Het basisbedrag is het bedrag van de rechten voorzien in de artikelen 2, 3, 4, 5 en 6 van dit besluit.

Het oud indexcijfer is het indexcijfer van de maand oktober 1985.

Het nieuw indexcijfer is het indexcijfer van de maand september van het jaar waarin de aanpassing wordt doorgevoerd.

Het aanpassingspercentage is het gemiddelde stijgingspercentage van het indexcijfer zoals het door de Administratie van de Begroting voor het volgend jaar wordt vooropgesteld.

Het overeenkomstig deze formule bekomen nieuw bedrag wordt door de Minister na advies van de Raadgevende Commissie afgerond.

De aanpassing van het bedrag van de rechten voorzien in dit artikel gebeurt jaarlijks in de maand november. De aldus aangepaste bedragen zijn toepasselijk vanaf de eerste januari van het jaar volgend op dat gedurende hetwelk de aanpassing werd doorgevoerd. »

Art. 7. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8. § 1. De rechten bedoeld in de artikelen 2, § 1, 3, § 1 en 4, §§ 1 en 3 van dit besluit zijn door de eigenaar van het dier verschuldigd op het ogenblik van de slachtingsaangifte of de inschrijving van de dieren in het register waarvan sprake in artikel 1, 2° van dit besluit.

Lorsque l'apport des poissons capturés en mer se fait dans les minques et halles aux poissons, ces droits sont dus par l'acheteur du poisson au moment de l'achat.

§ 2. Les droits visés aux articles 2, § 2, 3, § 2 et 4, § 2 du présent arrêté sont dus par le propriétaire des produits le jour du dédouanement des produits.

§ 3. Les droits visés à l'article 5 du présent arrêté sont à charge du propriétaire des produits.

Ils sont dus au moment où les produits quittent l'abattoir, la tuerie particulière, la minque ou halle aux poissons, le parc d'élevage de poissons et, en ce qui concerne les produits importés, le jour de leur dédouanement.

En vue de l'application de ce paragraphe, le Ministre peut, pour les abattoirs qu'il désigne, fixer le poids moyen par espèce animale, quand le poids réel ne peut pas être déterminé d'une manière efficace au moment où les droits sont dus.

Le montant des droits est mentionné séparément sur la facture, sauf s'il apparaît suffisamment sur la facture qu'il est compris dans le prix de vente.

§ 4. Les droits visés au présent article sont perçus selon le cas par :

- a) l'exploitant de l'abattoir où les animaux sont abattus;
- b) l'organisme de vente des poissons;
- c) excepté toutefois pour les produits qui se trouvent en libre pratique aux Pays-Bas ou au Luxembourg, le bureau ou la succursale de douane où les produits sont dédouanés;
- d) l'Institut dans les autres cas. »

Art. 8. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Les droits perçus en application de l'article 8, § 4, a) et b) ainsi que les droits à percevoir en application de l'article 8, § 4, c) et d) doivent avoir été payés selon le cas aux services des douanes ou à l'Institut au plus tard le quinzième jour du mois qui suit celui durant lequel ils étaient dus.

Les droits perçus par les services des douanes sont versés à l'Institut.

Le produit de ces droits peut être diminué d'un pourcentage pour chacun d'eux fixé par le Ministre et qui est destiné à couvrir les frais d'administration et de perception. »

Art. 9. L'article 10, § 1er du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. § 1er. Les droits visés aux articles 2, § 2, 3, § 2 et 4, § 2 du présent arrêté ne sont pas dus quand les produits se trouvent, au moment de l'importation, en libre pratique dans la Communauté économique européenne. »

Art. 10. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1er. Lorsque les droits visés à l'article 8 du présent arrêté, excepté toutefois ceux perçus par les services des douanes, n'ont pas été payés à la date d'échéance prévue à l'article 9, les sommes dues arrondies au millier inférieur sont majorées de 10 % et d'un intérêt moratoire au tarif légal.

Pour le calcul de l'intérêt moratoire, le mois d'échéance n'est pas inclus; cependant le mois dans lequel le paiement tardif est effectué est considéré comme un mois entier. L'intérêt moratoire n'est pas dû lorsqu'il n'atteint pas 100 F ou lorsque la base de calcul est inférieure à 5 000 F.

§ 2. L'application des dispositions du présent arrêté est contrôlée par les fonctionnaires ou agents de l'Institut, désignés à cette fin par le Ministre.

Ils peuvent se faire communiquer tous les documents desquels peuvent apparaître le montant et la base de calcul des droits qui sont dus ainsi que le paiement effectif.

Lorsque des personnes ou exploitations empêchent ou rendent plus difficiles ces contrôles ou fournissent des données ou documents inexacts, le montant des droits encore dus est fixé d'office et le dispositif du § 1er, alinéa 1er y est appliqué.

§ 3. En cas de refus de paiement des droits, le recouvrement est assuré par l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines selon la procédure prévue par la loi domaniale du 22 décembre 1949.

§ 4. Les services du Ministère des Finances livrent à l'Institut, sur simple demande, toutes les informations et données qui lui sont nécessaires en vue de l'application du présent arrêté. »

Wanneer de aanvoer van de in zee gevangen vis geschiedt in de vismijnen en de vishallen, zijn deze rechten door de koper van de vis verschuldigd op het ogenblik van de aankoop.

§ 2. De rechten bedoeld in de artikelen 2, § 2, 3, § 2 en 4, § 2 van dit besluit zijn door de eigenaar van de producten verschuldigd op de dag van de inkleding van de producten.

§ 3. De rechten bedoeld in artikel 5 van dit besluit vallen ten laste van de eigenaar van de producten.

Zij zijn verschuldigd op het ogenblik dat de producten het slachthuis, de private slachterij, de vismijn of vishalle of de viskwekerij verlaten, en wat de ingevoerde producten betreft de dag van hun inkleding.

Met het oog op de toepassing van deze paragraaf kan de Minister voor de slachthuizen die hij aanduidt, het gemiddeld gewicht per diersoort bepalen wanneer het werkelijk gewicht niet op afdoende wijze kan worden vastgesteld op het ogenblik dat de rechten verschuldigd zijn.

Het bedrag van de rechten wordt afzonderlijk vermeld op de factuur, tenzij aan de hand van de factuur genoegzaam blijkt dat het in de verkoopprijs begrepen is.

§ 4. De rechten bedoeld in dit artikel worden naargelang van het geval geïnd door :

- a) de exploitant van het slachthuis waar de dieren worden geslacht;
- b) het verkooporganisme van de vis;
- c) behoudens voor producten die zich in het vrije verkeer bevinden in Nederland of in Luxemburg, het douanekantoor of hulpkantoor waar de producten worden ingeklaard;
- d) het Instituut in de andere gevallen. »

Art. 8. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. De in toepassing van artikel 8, § 4, a) en b) geïnde rechten, alsmede de in toepassing van artikel 8, § 4, c) en d) te innen rechten moeten naargelang van het geval betaald zijn aan de douanediensten of aan het Instituut, uiterlijk de vijftiende dag van de maand die volgt op die gedurende welke zij verschuldigd waren.

De door de douanediensten geïnde rechten worden aan het Instituut gestort.

De opbrengst van deze rechten kan worden verminderd met een percentage dat voor elk ervan door de Minister wordt vastgesteld en dat bestemd is om de administratie- en inningskosten te dekken. »

Art. 9. Artikel 10, § 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. § 1. De rechten bedoeld in de artikelen 2, § 2, 3, § 2 en 4, § 2 van dit besluit zijn niet verschuldigd wanneer de producten zich op het ogenblik van de invoer in de Europese Economische Gemeenschap in het vrije verkeer bevinden. »

Art. 10. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. § 1. Indien de rechten bedoeld in artikel 8 van dit besluit, met uitzondering evenwel van die welke door de douanediensten werden geïnd, niet betaald werden op de vervaldag voorzien in artikel 9, worden de nog verschuldigde sommen, afgerond op het lagere duizendtal, verhoogd met 10 % en met een nalatigheidsintrest aan het wettelijk tarief.

Voor de berekening van de nalatigheidsintrest wordt de vervaldag niet meegerekend doch de maand waarin de laattijdige betaling geschiedt voor een volle maand geteld. De nalatigheidsintrest is niet verschuldigd wanneer hij geen 100 F bedraagt of wanneer de berekeningsgrondslag ervan lager is dan 5 000 F.

§ 2. De toepassing van de bepalingen van dit besluit wordt gecontroleerd door de ambtenaren van het Instituut daartoe aangeduid door de Minister.

Zij kunnen zich alle documenten laten voorleggen waaruit het bedrag en de basis voor de berekening van de verschuldigde rechten alsmede de effectieve betaling ervan kunnen blijken.

Wanneer personen of bedrijven deze controles verhinderen of bemoeilijken of onjuiste gegevens of documenten verstrekken wordt het bedrag van de rechten dat nog verschuldigd is ambtshalve vastgesteld en het bepaalde in § 1, eerste lid erop toegepast.

§ 3. In geval van weigering van betaling van de rechten wordt de invordering ervan verzekerd door de Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen overeenkomstig de procedure voorzien in de domaniale wet van 22 december 1949.

§ 4. De diensten van het Ministerie van Financiën verstrekken het Instituut op eenvoudige aanvraag al de inlichtingen en gegevens die het nodig heeft voor de toepassing van dit besluit. »

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Toutefois, le dispositif de l'article 8, § 4, c) de l'arrêté royal du 4 juillet 1986 tel que modifié par l'article 7 du présent arrêté produit ses effets à partir du 1er juillet 1988 pour les droits dus lors de l'importation de produits visés aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal précité du 4 juillet 1986 qui ne se trouvaient pas en libre pratique dans la Communauté économique européenne ainsi que lors de l'importation des produits visés à l'article 4 du même arrêté.

Art. 12. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Het bepaalde in het bij artikel 7 van dit besluit gewijzigde 8, § 4, c), van het koninklijk besluit van 4 juli 1986, heeft evenwel uitwerking met ingang van 1 juli 1988 voor de rechten verschuldigd bij invoer van producten bedoeld in de artikelen 2 en 3 van voormeld besluit van 4 juli 1986 die zich niet in het vrije verkeer in de Europese Economische Gemeenschap bevinden alsmede bij invoer van de in artikel 4 van hetzelfde besluit bedoelde producten.

Art. 12. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 december 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 2432

23 SEPTEMBER 1987. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot vaststelling van de zendtijd in 1987 voor verenigingen of stichtingen die uitsluitend tot doel hebben T.V.-uitzendingen te verzorgen

De Vlaamse Executieve,

Gelet op het decreet van 28 december 1979 houdende het statuut van de Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen, inzonderheid artikel 27;

Gelet op het Besluit van de Vlaamse Executieve van 11 december 1985 houdende bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 11 juni 1987 tot delegatie van beslissingsbevoegdheden van de leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het advies van de Raad van Beheer van de Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen, gegeven op 23 februari 1987;

Op voordracht van de Gemeenschapsminister van Cultuur;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De globale zendtijd voor de uitzendingen in televisie door derden bedraagt voor het jaar 1987, 122 uur.

Art. 2. § 1. De in artikel 25, § 1 van het decreet van 28 december 1979 houdende het statuut van de Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen, bedoelde verenigingen bekomen in 1987 samen 50 uur zendtijd, als volgt verdeeld :

— « v.z.w. »	Kristen-demokratische Omroep »	16 u. 45
— « v.z.w. »	Librado »	10 u. 45
— « v.z.w. »	Socialistische Omroepvereniging »	13 u. 15
— « v.z.w. »	Vlaams Nationale Omroepstichting »	0 u. 15

§ 2. De in artikel 25, § 2 van hetzelfde decreet bedoelde verenigingen bekomen in 1987 samen 50 uur zendtijd, te verdelen als volgt :

— « v.z.w. »	Katholieke Televisie- en Radio-omroep »	25 u. 00
— « v.z.w. »	Het Vrije Woord »	25 u. 00

§ 3. De in artikel 25, § 3 van hetzelfde decreet bedoelde verenigingen bekomen in 1987 samen 12 u. 30 zendtijd, te verdelen als volgt :

— « v.z.w. »	Agrarische Televisie- en Radio-omroep »	1 u. 15
— « v.z.w. »	Middenstandstribune »	1 u. 15
— « v.z.w. »	Televisie en Onderneming »	3 u. 45
— « v.z.w. »	A.C.V. Informatief »	3 u. 15
— « v.z.w. »	Liberale Syndicale Omroep »	0 u. 30
— « v.z.w. »	Stichting Syndicale Omroepvereniging »	2 u. 30